FERMIERS POUR LA TRANSITION CLIMATIQUE

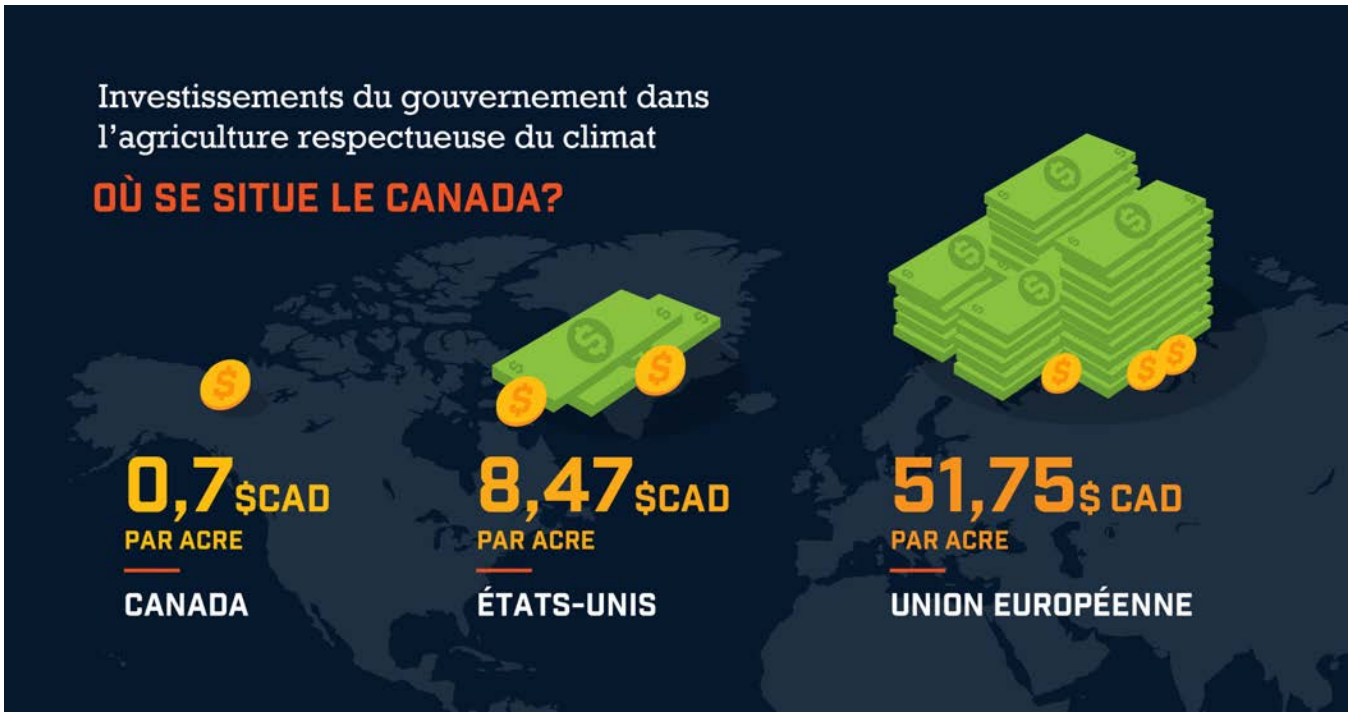
Les actions climatiques en politiques agricoles à travers le monde

Février 2021

Où se situe le Canada en matière de politique climatique en agriculture ?

Dans son plan climatique actualisé[1], le Canada a fait d'importants progrès en matière de financement des actions climatiques en agriculture, mais nous sommes encore à la traîne par rapport à nos pairs mondiaux. À travers le monde, les pays affectent un financement important à la lutte contre les émissions de gaz à effet de serre et pour bâtir de la résilience en adoptant des systèmes d'agriculture durables. Plusieurs pays qui ont déjà déployé des politiques d'agriculture durables avant la pandémie ont intensifié ces investissements, reconnaissant que si nous voulons « reconstruire en mieux » il est essentiel de soutenir les fermiers à lutter contre la crise climatique tout en produisant de la bonne nourriture. Alors que d'autres ont annoncé des plans d'action au courant des derniers mois. Les pays les plus avancés en matière de politique climatique en agriculture ont établi des cibles claires, des stratégies exhaustives et ont reconnu que l'agriculture respectueuse du climat peut être un pilier non seulement de la reprise économique mais pour s'attaquer aux crises climatiques et la perte de biodiversité.

Les émissions agricoles prévues au Canada vont augmenter d'ici 2030[2]. Un survol rapide des politiques à travers le monde dévoile que le Canada a du chemin à faire pour atteindre le même niveau d'action climatique en agriculture qu'on voit dans d'autres pays. Notre sécurité alimentaire, les moyens d'existence des fermiers et la résilience et la compétitivité de notre secteur reposent sur une politique agricole plus ambitieuse et axée sur le climat.



L'UE dépense 73 fois plus que le Canada par acre sur ses programmes agro-environnementaux et les É.-U. dépensent treize fois plus que le Canada.

1 Annoncé en décembre 2020.

2 Environnement et Changement climatique Canada. (2019). Le quatrième rapport biennal du Canada sur les changements climatiques. https://www.canada.ca/fr/environnement-changement-climatique/services/changements-climatiques/emissions-gaz-effet-serre/quatrieme-rapport-biennal-changements-climatiques.html

Un tour des politiques agricoles liées au climat à travers le monde :
Points saillants

1. **Les cibles de réduction des émissions agricoles sont de plus en plus populaires. Le Canada n'en a toujours pas.**
Deux pays, l'Irlande et la Nouvelle Zélande, ont prescrit des cibles pour le secteur agricole dans leurs lois. Les pays comme l'Allemagne, la France et les Pays-Bas ont établi des cibles concrètes pour le secteur agricole. Une cible similaire et/ou un budget de carbone pour le secteur agricole au Canada enverrait un message aux fermiers et aux acteurs dans l'industrie agricole que la transition climatique est nécessaire et déjà entamée.

2. **Les cibles de durabilité qui vont au-delà des réductions d'émissions orientent les transitions à travers le secteur. Le Canada peut miser sur cela.**
Plusieurs pays établissent des cibles visant les fermes ayant adopté une production durable ou agroécologique, la réduction de l'application des engrais, le nombre d'acres en production certifiée biologique et plus encore. D'autres pays, comme l'Irlande, ont établi de nombreuses cibles de durabilité dans le secteur agricole qui alimentent leur vision d'un système alimentaire climatiquement résilient. Le Canada a maintenant une cible de réduction des émissions provenant des engrais, ce qui constitue une première étape pour lancer une stratégie exhaustive.

3. **Pas de politique dans le vide : des stratégies globales et holistiques orientent les politiques agricoles et climatiques. Le Canada a une chance devant nous.**
Plusieurs pays ont développé des stratégies à grande portée pour s'attaquer aux émissions agricoles, mais aussi pour tenir compte de la biodiversité, des revenus des fermiers et plus encore. Le Nouveau pacte vert pour l'Europe et la stratégie « De la ferme à la table » dans l'UE est particulièrement exemplaire. Le plan de transition agricole récemment annoncé au Royaume-Uni est un autre excellent exemple d'une stratégie robuste qui a la possibilité d'orienter la réforme. L'élaboration d'une stratégie canadienne qui met en place une approche holistique nous aidera à relever le défi et à reconnaître l'urgence de la crise climatique. Le Canada a récemment annoncé qu'il élaborera une nouvelle stratégie agroenvironnementale. L'effectivité de cette stratégie sera mesurée en fonction de sa capacité de mener à des réductions des émissions, à améliorer les moyens d'existence des fermiers et à avancer l'équité dans notre secteur.

4. **« Reconstruire en mieux » implique de faire avancer les initiatives d'action climatique en agriculture. Les dépenses canadiennes en agriculture devraient favoriser la réduction des émissions.**
Alors que les gouvernements dépensent des sommes sans précédent pour répondre à la pandémie de la COVID-19, il ne faut pas négliger la possibilité d'amorcer de l'action climatique dans le secteur agricole. Les pays comme la France, l'Allemagne, le Danemark et d'autres profitent de ces dépenses de reprise pour relancer l'action climatique dans le secteur. Sous la nouvelle administration de Biden aux États-Unis, on prévoit des actions encore plus audacieuses. La réforme des subventions nuisibles qui vont à l'encontre des pratiques respectueuses de l'environnement est aussi très importante. Le Canada devrait assurer une stimulation dans le secteur agricole qui repose sur l'action climatique et qui enlève les barrières à la réduction des émissions.

Les études de cas :

Le potentiel des politiques agricoles pour faire avancer les pratiques respectueuses du climat en appuyant les fermiers en tant que leaders de la transition

Le Pacte vert pour l'Europe : une étape audacieuse dans la lutte contre les émissions agricoles

En 2019, l'UE a publié l'ensemble d'initiatives politiques climatiques le plus exhaustif à ce jour, soit le Pacte vert pour l'Europe, qui a comme objectif d'assurer une transition en Europe vers une économie carboneutre d'ici 2050.[3] **Dans l'immédiat, le Plan cible en matière de climat à l'horizon 2030 identifie la possibilité d'atteindre la neutralité climatique en agriculture. L'ensemble de propositions d'alimentation durable est résumé dans la Stratégie de la ferme à la table (SFàT), qui vise à créer un système alimentaire respectueux de l'environnement qui fera des aliments européens « le standard mondial en matière de durabilité » et améliora les revenus des producteurs primaires.**[4] La SFàT demande à tous les producteurs de réduire leur application excessive d'engrais et de réduire leur dépendance sur les pesticides et les agents antimicrobiens, entre autres actions. Pour atteindre la réduction ciblée de 20 % des applications d'engrais d'ici 2030, la Commission tentera de réduire d'au moins 50 % les pertes de nutriments, tout en assurant de minimiser la détérioration de la fertilité des sols. Cette stratégie comprend huit initiatives concrètes pour le secteur agricole, telles que travailler avec les États membres pour s'attaquer aux objectifs de la Politique agricole commune[5] (PAC), promulguer une initiative pour séquestrer du carbone dans les terres agricoles et améliorer les réglementations qui encadrent l'usage des pesticides.

Bien que d'autres actions seront encore nécessaires pour atteindre les objectifs des politiques dans le cadre de cette stratégie et pour réconcilier ses buts sociaux, environnementaux et économiques, elle est néanmoins reconnue comme étant une avancée sans précédent dans la politique alimentaire et agricole en Europe.[6] **L'UE a réservé 37 % de ses dépenses sur la reprise au virage vert, y compris EUR 7,5 milliards pour livrer la SFàT et pour améliorer la durabilité des politiques agricoles européennes.**[7] L'approche de l'UE comprend également un appel pour mettre en priorité les considérations de durabilité dans la nouvelle PAC[8] qui sera

3 La Commission européenne. (2019). Communication – Le Pacte vert pour l'Europe. https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?qid=1596443911913&uri=CELEX:52019DC0640#document2

4 a Commission européenne. (2020). La stratégie de la ferme à la table: vers un système alimentaire sain et respectueux de l'environnement. https://ec.europa.eu/food/sites/food/files/safety/docs/f2f_action-plan_2020_strategy-info_en.pdf (anglais seulement)

5 La politique agricole commune (PAC) a établi le système de subventions et de programmes pour appuyer les fermiers dans L'UE depuis 1962 et s'est concentré historiquement sur le soutien du revenu des fermiers.

6 Schebesta, H., Candel, J.J.L. (2020). Game-changing potential of the EU's Farm to Fork Strategy. Nat Food 1, 586–588 https://doi.org/10.1038/s43016-020-00166-9

7 Fortuna, G. (2020 Jul 3). Bittersweet budget: what changes for CAP after EU summit deal. https://www.euractiv.com/section/agriculture-food/news/bittersweet-budget-what-changes-for-cap-after-eu-summit-deal/; Taylor, K. (2020, December 18). EU agrees to set aside 37% of recovery fund for green transition. EURACTIV. https://www.euractiv.com/section/energy-environment/news/eu-agrees-to-set-aside-37-of-recovery-fund-for-green-transition/

8 La Commission européenne. (2019b). Annexe de la communication relative au pacte vert pour l'Europe. https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?qid=1596443911913&uri=CELEX%3A52019DC0640#document2

publiée en 2022, avec une proposition de contribuer 40 % de son budget global à l'action climatique.[9] En plus, en octobre 2020, la Commission Européenne a publié son Stratégie de l'UE pour réduire les émissions de méthane,[10] qui met l'UE au premier plan de la politique internationale en matière de réduction de la pollution par le méthane.[11]

Le programme d'innovation agricole du Portugal de 2030 : un plan pour bâtir de la résilience

Le Portugal a une cible de réduction des émissions agricoles de 11% d'ici 2030 par rapport aux niveaux de 2005.[12] En réponse à la pandémie de la COVID-19, le pays a annoncé un programme d'appui pour le secteur agricole qui accélèrera l'atteinte de cette cible et son objectif de convertir la moitié de ses terres agricoles aux régimes de production certifiée durable d'ici 2030.[13] Il offrira également du crédit bonifié, surtout pour appuyer les fermiers à petite échelle. Son Programme d'innovation en agriculture de 2030 établit des plans pour conserver et améliorer la fertilité des sols et pour bâtir de la résilience dans les écosystèmes vulnérables.

Le plan d'action climatique du Danemark : un investissement dans des objectifs concrets

Le Danemark s'est engagé à offrir un financement de 2 milliards DKK pour réduire les émissions de GES provenant de l'agriculture, avec comme cible de doubler le nombre d'acres en production biologique d'ici 2030, parmi d'autres objectifs. Son fonds de reprise verte de 10 milliards DKK (1,58 milliards USD) investira dans les politiques supplémentaires proposées en vertu de sa Loi sur le climat et son Plan d'action climatique.[14]

Le Budget pour la reprise post COVID-19 en Allemagne : un engagement ciblé pour adopter une agriculture respectueuse du climat

L'Allemagne a investi 3,3 milliard € de son budget de reprise pour aider l'agriculture et les éleveurs de bétail à transitionner vers des modèles plus respectueux du climat.[15] Le pays a établi comme cible de réduire 31 à 35 % des émissions agricoles d'ici 2030, par rapport aux niveaux de 1990.[16]

---

9 Pour motiver l'adoption des pratiques respectueuses du climat, un taux plus élevé de co-financement de 80 % de la part de l'UE s'appliquerait aux engagements de gestion de l'environnement et du climat, entre autres. En plus, les seuils de financement augmenteraient de 15 % pour les interventions du Pilier II qui s'attaquent aux objectifs spécifiques à l'environnement et au climat et de 2 % pour les interventions qui appuient les jeunes fermiers.

10 La Commission européenne. (2020). Communication – Stratégie de l'UE pour réduire les émissions de méthane. https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/IP_20_1833

11 Environmental Defense Fund. (2020). EU Methane Strategy Offers Framework for Immediate Climate Action. https://www.edf.org/media/eu-methane-strategy-offers-framework-immediate-climate-action (anglais seulement)

12 OECD, 2020.

13 Infoagro Systems. (2020 May 19). Portugal announces a new package of measures for the agricultural sector. http://agriculture.infoagro.com/news/2020/portugal-announces-a-new-package-of-measures-for-the-agricultural-sect/ (anglais seulement)

14 Danish Minister of Climate, Energy and Utilities. (2019). Denmark's Integrated National Energy and Climate Plan. https://ec.europa.eu/energy/sites/ener/files/documents/dk_final_necp_main_en.pdf (anglais seulement)

15 Millan Lombrana, L. and Rathi, A. (2020 Jun 5). Germany Just Unveiled the World's Greenest Stimulus Plan. Bloomberg Green. https://www.bloomberg.com/news/articles/2020-06-05/germany-s-recovery-fund-gets-green-hue-with-its-focus-on-climate?s-ref=CZOinxEB

16 OECD, 2020.

Ag-Climatise en Irlande : Une cible ambitieuse et juridiquement contraignante avec un plan d'action pour réduire les émissions agricoles

Vers la fin de 2020, l'Irlande a achevé son plan d'action Ag-Climatise pour le secteur agricole, qui vise à atteindre un secteur carboneutre d'ici 2050.[17] Le plan d'action exhaustif comprend 29 actions avec des cibles de réduction des émissions spécifiques et ambitieuses pour le secteur, y compris des programmes et des stratégies pour l'utilisation des engrais azotés, la gestion du fumier, la gestion durable des terres visant des réductions et les énergies durables / la décarbonisation des énergies. En Irlande, plus de la moitié des dépenses dans le cadre du programme de développement rural de la PAC en 2017 étaient sur les mesures associées à ces plans.[18]

Par ailleurs, le *Ireland Climate Action Plan* contraint l'Irlande juridiquement à atteindre une cible de réduction des émissions de GES de 8 à 9 % d'ici 2030 par rapport aux niveaux de 2017 ou à un niveau de réduction cumulative de 10 à 15 % par rapport aux émissions de 2030 en maintenant le statu quo.[19] Le secteur devrait également jouer un rôle à contribuer à la séquestration de carbone (cible de 26,8 Mt de CO2e d'ici 2030).[20]

Bien que son programme de dérogation des nitrates de 2020 (2020 Nitrates Derogation program) permette à certaines exploitations agricoles de produire des niveaux plus élevés de nitrates par rapport aux réglementations de nitrates en vigueur dans l'UE jusqu'en 2021, l'Irlande met en place des mesures supplémentaires pour réduire les émissions. **Ceci comprend son programme d'action sur les nitrates (Nitrates Action Programme), qui vise des occasions de réaliser des économies sur les fermes en adoptant une meilleure gestion des prairies.**[21]

La Stratégie nationale bas-carbone en France : un modèle de succès pour la réduction des émissions

La Stratégie nationale bas-carbone en France, qui a été mise à jour en mars 2020, cible une réduction de 18 % des émissions de GES d'ici 2030 et une réduction de 46 % d'ici 2050, par rapport aux niveaux de 2015.[22] La France s'est imposée également comme cible d'atteindre 50 % des fermes en agroécologie d'ici 2025. Cette stratégie **comprend plusieurs mesures pour améliorer l'efficacité de l'utilisation de l'azote sur les fermes, y compris l'utilisation des légumineuses pour fixer l'azote et la sélection de cultures qui demandent moins d'apports.** Les mesures pour le bétail sont aussi très importantes et ciblent le fourrage et d'autres aliments, le stockage de fumier et la fermentation entérique.

La Stratégie nationale bas-carbone en France a aussi intégré les recommandations de l'Initiative 4 pour 1000 pour la sécurité alimentaire et le climat pour augmenter la capacité

17 Ibid.
18 Gouvernement de l'Irlande. (2019). 'Ag Climatise' – A draft national roadmap for the agriculture sector to 2030 and beyond - Public consultation. https://www.gov.ie/pdf/?file=https://assets.gov.ie/84017/a7fc3034-e12c-4957-9b97-8ea6c9b0096f.pdf#page=null
19 OCDE, 2020.
20 Gouvernement de l'Irlande. (2020a). 'Ag Climatise' – National Climate & Air Roadmap for the Agriculture Sector. https://www.gov.ie/en/publication/07fbe-ag-climatise-a-roadmap-towards-climate-neutrality/
21 Gouvernement de l'Irlande, 2020a.
22 Government of France. (2020). Stratégie nationale bas-carbone. https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/2020-03-25_MTES_SNBC2.pdf

de stockage de carbone dans les sols en France. L'initiative comprend un large éventail de recommandations pour séquestrer du carbone, y compris : encourager l'utilisation des cultures de couverture ; introduire des prairies temporaires dans la rotation des cultures ; réduire le labourage des sols ; préserver les terres humides sur les exploitations agricoles ; prévenir l'artificialisation des terres ; et encourager la plantation et la restauration des haies le long des frontières des champs. **Dans ses communications publiques, la France a spécifié que certaines de ces initiatives figuraient dans ses investissements dans la reprise post COVID-19.** Au sein de son plan de relance post COVID-19, la France offre des crédits d'impôt aux fermiers qui ont une attestation en Agriculture à haute valeur environnementale ou qui ont des exploitations agricoles biologiques.[23]

La voie de l'Angleterre vers l'agriculture durable : une transition sur sept ans pour assurer un changement fondamental

Le Royaume-Uni a récemment annoncé des changements importants dans sa politique agricole qui impacteront de manière fondamentale la façon dont le pays traite la gestion des terres et les enjeux environnementaux dans le domaine agricole. **Le plan de transition sur sept ans vise à offrir un soutien équitable aux fermiers et « s'appuie sur un soutien qui récompense les fermiers et les exploitants des terres pour adopter des pratiques agricoles durables. »[24] Il est important de noter que d'ici 2028 le gouvernement achèvera une réforme des subventions agricoles** qui ont été réservées historiquement aux locataires et aux propriétaires des terres agricoles. Le financement sera redirigé vers des versements aux fermiers qui atteignent des résultats environnementaux, y compris les actions qui réduisent les émissions. Les détails du plan du RU d'ici 2024 sont résumés dans son document intitulé Path to Sustainable Farming et s'appuient sur la loi agricole (Agriculture Bill) qui a récemment été adoptée.[25] Les mesures concernant la gestion environnementale et la gestion des terres comprennent un volet d'incitation à l'adoption de l'agriculture durable (Sustainable Farming Incentive) (qui s'attaque à des enjeux tels que la santé des sols et la réduction de l'utilisation des pesticides), un autre volet de récupération de la nature locale (Local Nature Recovery) (du financement pour la gestion de l'habitat/des espèces, des inondations, etc.) et un volet de récupération des paysages (Landscape Recovery) (qui se concentre la restauration des grandes forêts, des tourbières et des habitats côtiers). Une version nationale pilote du plan vise une collaboration de trois ans avec 5 500 fermiers pour assurer que le plan ultime soit le plus efficace possible. **Les efforts pour améliorer les résultats environnementaux en agriculture sont explicitement liés au plan environnemental de 25 ans au RU (25 Year Environment Plan) et vise des émissions nettes nulles d'ici 2050.**[26]

23 PNUE. (le 7 oct 2020). En pleine pandémie de COVID-19, ces 10 pays visent à relancer leur économie en prenant soin de la nature. https://www.unenvironment.org/fr/actualites-et-recits/recit/en-pleine-pandemie-de-covid-19-ces-10-pays-visent-relancer-leur-economie

24 Gouvernement du RU (le 30 nov 2020b). Agricultural transition plan 2021 to 2024. https://www.gov.uk/government/publications/agricultural-transition-plan-2021-to-2024

25 Ibid.

26 Le gouvernement britannique prévoit également de rehausser le profil de l'action dans le domaine de l'agriculture à la COP26 : "We will use this opportunity to build momentum for the repurposing of agricultural subsidies to protect and enhance our biodiversity and build resilience against climate change across agriculture, land use and food systems. We will do this by creating an international 'coalition of the willing' to 'Build a Just Rural Transition'."(Ibid.)

La reprise verte en Écosse (*Scotland's Green Recovery*) : Un plan compréhensif pour la transformation agricole

L'Écosse a récemment dévoilé ses plans pour la reprise verte et a mis à jour les actions climatiques que le pays mettra en œuvre d'ici 2032.[27] **Ceci comprend un plan exhaustif pour transitionner vers un secteur agricole faible en carbone, produire des aliments durables et adopter des mesures de protection de l'environnement.** Des nouveaux plans de soutien pour les fermiers seront élaborés afin d'inciter des réductions des émissions sur les fermes et pour appuyer les programmes existants, y compris l'augmentation de l'acquisition de la machinerie faible en carbone. L'Écosse a identifié plusieurs indicateurs pour surveiller l'évolution du plan et compte développer une cible spécifique pour atteindre les réductions des émissions associées aux engrais dans un avenir rapproché. D'ici 2032, l'Écosse vise « l'adaptation et l'utilisation compétente de toutes les technologies faibles en carbone à travers le secteur. »[28] **Les émissions du secteur devraient diminuer d'au moins 25 % entre 2020 et 2032.**

L'engagement des Pays-Bas pour un secteur agricole propre et efficace (*Clean and Efficient Agro Sectors Covenant*): établir la barre pour des plans de réduction réussis

Les Pays-Bas fut un adopteur précoce de politiques agricoles climatiques durables avec son

Clean and Efficient Agro Sectors Covenant (2008).[29] **L'engagement a été rédigé en collaboration avec le secteur privé et établit des cibles pour la consommation des énergies et les émissions de GES pour la période de 2008 à 2020, y compris une réduction significative des émissions de N_2O.** Les cibles ont été mises à jour en 2019 avec la Loi climatique (Climate Act) et l'accord national climatique (National Climate Agreement).[30] **Les Pays-Bas vise à réduire les émissions de GES agricoles de 3,5 Mt CO_2eq d'ici 2030**, en s'appuyant sur des initiatives d'élevage de bétail, d'amélioration de la gestion des sols, de réduction de la déforestation et d'intensification du programme des serres en tant que source d'énergie (Greenhouse as a Source of Energy). 252 millions EUR financeront des mesures telles que les élevages laitiers précis[31], l'étude des inhibiteurs de nitrification et le remplacement des engrais.[32]

27 Le Gouvernement de l'Écosse. (2020). Securing a Green Recovery on a Path to Net Zero: Climate Change Plan 2018–2032 - update. https://www.gov.scot/publications/securing-green-recovery-path-net-zero-update-climate-change-plan-20182032/

28 p. 187. D'ici 2045, l'objectif de l'Écosse est : "our agriculture industry will have been transformed into a low emissions, holistic and integrated food production system that has a low environmental impact as well as benefiting nature, restoring biodiversity and contributing to our economy." (p. 189) https://www.gov.scot/publications/securing-green-recovery-path-net-zero-update-climate-change-plan-20182032/

29 Adelphi & Ecofys. (2018). The Agrocovenant in the Netherlands. https://www.euki.de/wp-content/uploads/2018/09/fact-sheet-agrocovenant-nl.pdf

30 Gouvernement des Pays-Bas. (2019). *Climate Agreement.* https://www.government.nl/documents/reports/2019/06/28/climate-agreement

31 Adjusting practices in response to continuous data collection to minimize inputs (fertilizer) and maximize milk production and animal health. Pour obtenir plus d'informations, consultez http://precisiondairy.com/proceedings/s1bewley.pdf (angais seulement) mate-agreement

32 OECD, 2020.

Le plan des États-Unis pour une révolution des énergies propres et la justice environnementale (*Clean Energy Revolution and Environmental Justice*) : Un plan de relance post COVID-19 qui comprend l'agriculture durable

Le Plan de Joe Biden demande une analyse des barrières réglementaires aux nouvelles innovations agricoles pour réduire les émissions et fait appel aux investissements dans l'agriculture respectueuse du climat, telle que les programmes de conservation pour les cultures de couverture et d'autres pratiques qui visent à restaurer l'azote dans les sols et à grandir le carbone dans les sols de façon naturelle.[33]

Les États-Unis ont plusieurs politiques existantes pour aider à encourager les pratiques durables sur les fermes (à noter que leurs objectifs primaires ne sont pas la réduction des émissions). Le financement de tous les programmes fédéraux de conservation agricole est offert dans le cadre de la loi de 2018 visant l'amélioration de l'agriculture (*Agriculture Improvement Act of 2018*).[34] Les programmes comprennent une incitation à utiliser les couvertures sous forme d'herbes et d'arbres, les servitudes à long terme pour la restauration et la protection des terres humides et une aide financière et technique pour les pratiques de conservation et de gérance de l'environnement.[35]

La modification de la loi carboneutre en Nouvelle Zélande (*Zero Carbon Amendment Act*): un plan climatique robuste et exhaustif

Avec son *Zero Carbon Amendment Act*, la Nouvelle Zélande a établi des cibles de réduction de méthane[36] juridiquement contraignantes à l'échelle du secteur agricole.[37] Il est le seul pays au monde qui a un système d'échange de droits d'émissions qui comprend l'agriculture, la foresterie et les secteurs de l'utilisation du sol. Son gouvernement travaille également à développer un système de prix révolutionnaire pour les émissions agricoles d'ici 2025.[38] La déclaration des émissions provenant du secteur est obligatoire (y compris pour les émissions du bétail à partir de 2024).

Bien que l'ETS constitue l'outil principal pour la Nouvelle Zélande dans l'atteinte de ses cibles domestiques, le pays a également plusieurs programmes et politiques innovateurs pour encourager les pratiques durables sur les fermes. La déclaration de sa politique nationale en matière de gestion des eaux douces (*National Policy Statement for Freshwater Management*) comprend des mesures pour favoriser la réduction des émissions agricoles, y compris une incitation à réduire l'application des engrais et l'adoption des plafonds sur le rejet des nutriments.[39] Le programme de gestion durable de l'érosion dans le pays des collines (*Sustainable*

33 *Biden for President.* (2020). *Plan for a Clean Energy Revolution and Environmental Justice*. https://joebiden.com/climate-plan/
34 Gouvernement des États-Unies d'Amérique. (2018). *Agriculture Improvement Act*. https://www.congress.gov/115/bills/hr2/BILLS-115hr2enr.pdf
35 *Natural Resources Conservation Service. (2020). Alphabetical List of NRCS Programs and Activities.* https://www.nrcs.usda.gov/wps/portal/nrcs/detailfull/national/programs/?&cid=nrcs143_008525
36 This includes a 10% reduction of biogenic methane emissions by 2030 and by at least 24% to 47% by 2050 compared to 2017.
37 Government of New Zealand. (2019). Climate Change Response (Zero Carbon) Amendment Act. https://www.legislation.govt.nz/act/public/2019/0061/latest/whole.html#LMS183736
38 OECD, 2020.
39 The New Zealand government estimates this policy could achieve agricultural emissions reductions of up to 7.3 MtCO2eq by 2030. Government of New Zealand. (2020a).Third Biennial Report to the UNFCCC. https://unfccc.int/sites/default/files/resource/new_zealand-br3-1-new_zealand_third_biennial_report.pdf

Land Management Hill Country Erosion Programme) offre du financement aux conseils régionaux pour des projets qui visent à protéger les zones propices à l'érosion, y compris l'élaboration des plans agricoles et d'agroforesterie, la démobilisation des terres agricoles et des initiatives de conservation des sols.[40] Son trousse d'utilisation productive et durable des terres (*Productive and Sustainable Land Use package*) offre des services d'appoint et des outils de support technique pour aider les fermiers à améliorer les pratiques de gestion des terres. Le programme réserve également des initiatives pour les propriétaires terriens Maori et le secteur de l'agroentreprise.[41]

Au-delà de ces programmes spécifiques, l'approche de la Nouvelle Zélande au financement agricole se concentre sur la recherche et le développement et vise surtout l'adoption des pratiques durables ainsi que l'amélioration de la résilience des fermes. Par exemple, le programme de gestion durable des terres et des changements climatiques (*Sustainable Land Management and Climate Change program*) finance des projets d'adaptation aux changements climatiques et réserve également du financement pour soutenir la recherche sur les gaz à effet de serre dans le milieu agricole.[42] En plus, le programme d'un milliard d'arbres (*One Billion Trees Program*) offre des incitatifs aux fermiers pour intégrer et planter des arbres sur les terres agricoles ou pour démobiliser des parcelles de forêt indigène.[43] En réponse aux impacts de la COVID-19, la Nouvelle Zélande a également alloué 750 millions USD de financement pour créer 11 000 emplois dans le milieu de la conservation, y compris pour la restauration des terres humides, la végétalisation des zones de conservation et la protection des zones littorales, dont plusieurs sont touchées par l'agriculture.[44]

38 The New Zealand government estimates this policy could sequester 2.3 MtCO2eq from 2016 to 2030. (Ibid.)
39 Government of New Zealand. (2020b). Farming funds and programmes. https://www.mpi.govt.nz/funding-rural-support/farming-funds-and-programmes
41 Government of New Zealand. (2020b). Farming funds and programmes. https://www.mpi.govt.nz/funding-rural-support/farming-funds-and-programmes
42 Ibid.
43 Government of New Zealand. (2020b). One Billion Trees Programme. https://www.mpi.govt.nz/forestry/funding-tree-planting-research/one-billion-trees-programme/
44 Government of New Zealand. (2020c). Summary of Initiatives in the covid-19 response and recovery fund (CRRF) foundational package. https://budget.govt.nz/budget/pdfs/summary-initiatives/b20-sum-initiatives-crrf.pdf, 11.

À propos de Fermiers pour la Transition Climatique

Lancée en février 2020, Les Fermiers pour la Transition Climatique est une collaboration sans précédent entre les organismes agricoles canadiens les plus progressistes, avec l'objectif ultime de faire avancer les solutions climatiques à travers la politique agricole. Les Fermiers pour la Transition Climatique a trois objectifs principaux :

- De positionner les fermiers comme les principaux porte-paroles pour préconiser les solutions climatiques en agriculture
- De bâtir un groupe de citoyens canadiens non agriculteurs qui soutiennent leur vision
- De faire appel aux décideurs pour adopter des politiques agricoles qui aident le Canada à atteindre ses cibles climatiques nationales.

Les fermiers sont prêts à prendre les devants, mais ils ont besoin d'appui. Les Fermiers pour la Transition Climatique offre une plateforme pour que les fermiers puissent partager leurs histoires concernant les impacts climatiques, ainsi que des solutions, pour engager les Canadiens à soutenir leur vision et faire avancer les programmes, les politiques et les pratiques qui sont bénéfiques pour l'agriculture, tout le monde et toute la planète

Ce rapport a été co-écrit par la direction de

IISD
International Institute for Sustainable Development

et le Groupe de travail de FTC

FERMIERS POUR LA TRANSITION CLIMATIQUE

fermierspourlatransitionclimatique.ca // farmersforclimatesolutions.ca

@farmersfermiers @fermiersclimat // @farmersclimate